

Lutte de classe

Abolition du CNE-CPE-LMD !

D'un côté, un million de lycéens, étudiants et travailleurs ont manifesté ensemble le 7 mars dans toute la France pour exiger le retrait du CPE, du CNE, du LMD...

Selon un sondage CSA paru jeudi dans *Le Parisien/Aujourd'hui en France*, 55% des Français veulent le retrait du CPE contre 26% qui sont favorables à son maintien.

Selon un sondage BVA pour BFM et *Les Echos* daté de mardi, 65 % des Français jugent "justifiée" la mobilisation contre le CPE et la journée de mobilisation du mardi 7 mars.

D'un autre côté, les députés ont voté le 9 mars le texte de loi sur l'égalité des chances, qui comprend notamment la création du contrat première embauche (CPE). Le ministre délégué à l'Emploi, Gérard Larcher, a précisé mercredi sur Canal+, que le CPE devrait entrer en vigueur vers la "fin avril".

D'un côté, les travailleurs et jeunes sont unis dans le même combat pour obtenir l'abolition du CNE et du CPE. Ils ont témoigné ce 7 mars de leur détermination à en finir avec le CNE-CPE qui instaure la précarité à vie pour l'ensemble des travailleurs. Les lycéens, les étudiants et les travailleurs sont prêts à mener ce combat jusqu'au bout.

D'un autre côté, les dirigeants des organisations syndicales continuent de séparer le CNE du CPE, il faut rappeler qu'ils n'ont absolument rien fait pour empêcher le CNE d'exister. Ils organisent la division tout en continuant de refuser d'appeler à la grève générale jusqu'à l'abolition du CNE-CPE, le seul moyen de faire reculer le gouvernement.

Du côté des organisations de jeunesse, le collectif Stop-CPE et la coordination nationale des étudiants appellent à une énième nouvelle journée d'action jeudi 16 mars, tandis que les responsables syndicaux, étudiants et lycéens proposeraient le samedi 18 mars. Le président de l'UNEF, Bruno Julliard, a appelé "à poursuivre la mobilisation et à voter la grève dans l'ensemble des universités", pour obtenir le retrait pur et simple non seulement du CPE, mais aussi de l'ensemble du projet de loi sur l'égalité des chances.

Du côté des syndicats ouvriers, le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly n'excluait pas de proposer jeudi à ses homologues de lancer un appel à la grève. Au même moment, dans une déclaration de son bureau confédéral, réuni mardi soir, FO a demandé qu'"un dialogue social puisse s'engager sereinement" en lançant un "appelle solennellement non seulement au gouvernement mais (...) au président de la République, pour que la sagesse et la raison l'emportent".

A quoi sert le "dialogue" des dirigeants des syndicats et des partis ouvriers avec le gouvernement Chirac-de Villepin au lendemain du 29 mai 2005, si ce n'est à lui permettre de passer tranquillement le CNE et les ordonnances au mois de juillet 2005 ?

Chacun sait ce qu'il en est du "dialogue social" cher aux dirigeants syndicaux. Il a notamment permis de faire passer toutes les contre-réformes depuis 2002, sur les retraites, la Sécurité sociale, la loi Fillion, la loi Douste-Blazy, les privatisations et la liquidation de pans entiers des services publics, etc.

Le "dialogue social" est un marché de dupe : le gouvernement l'a dit et répété maintes et maintes fois : il n'y a rien à négocier sur le fond, c'est clair net et précis. Il n'y a rien à négocier avec un gouvernement dont la politique économique et sociale se résume en deux mots : la réaction sur toute la ligne.

Alors, le double langage de J-C Mailly n'aurait-il pas d'autre fonction que de nourrir des illusions dans ce gouvernement pour mieux diviser les travailleurs ?

Pour la CGT, Bernard Thibault a expliqué : *"Nous continuerons sous d'autres formes, nous ferons preuve de détermination jusqu'au retrait (...)"*

En expliquant qu'il y aurait *"d'autres formes"* d'actions sans appeler à la grève générale, qu'entend-il pas là ? Des lâchés de ballons avec kermesse, des grèves perlées, etc.

Sérieusement, qui peut croire que de telles actions feront reculer le gouvernement, alors qu'un million de manifestants ne l'ont pas convaincu de retirer le CPE ?

Il est clair que seule la mobilisation dans l'unité des organisations de millions de lycéens, d'étudiants, de travailleurs du public et du privé fera plier le gouvernement.
Seule la grève générale jusqu'à satisfaction fera plier le gouvernement.

Les syndicats avaient appelé à la grève interprofessionnelle le 7 mars dans certains secteurs d'activité seulement. Des préavis de grève n'avaient été déposés que dans 35 des 92 entreprises affiliées à l'Union des transports publics, par exemple.

D'après un communiqué de l'agence Reuters du 7 mars à 19h10, *"dans la fonction publique, le ministère a recensé 9,2% de grévistes. A l'Education nationale, le mot d'ordre a été suivi par 12,3% des personnels officiellement, les syndicats en revendiquant deux fois plus."* *"La SNCF a affiché un trafic normal sur l'ensemble de son réseau. A Paris, métro, autobus et RER ont circulé normalement."*

La grève n'a pas été davantage suivie dans les entreprises en général, sans doute parce que les dirigeants syndicaux avaient refusé de lier le CNE au CPE. La faible participation des fonctionnaires à cette journée de mobilisation contre le CPE peut s'expliquer par les mêmes raisons.

Face à la détermination affichée par le gouvernement de maintenir le CPE, les lycéens et les étudiants s'impatientent et ils ne sont pas les seules.

Face aux coups redoublés du gouvernement depuis le mois de juillet 2005, les travailleurs sont de plus en plus exaspérés, à la colère se mêle le désespoir, la haine des inégalités croissantes et de l'injustice.

En réponse aux centaines de lycéens et étudiants qui ont envahi les gares de Poitiers et Tours, la direction de la SNCF a décidé de porter plainte contre eux.

Sur Europe 1, le ministre de l'Éducation nationale Gilles de Robien a jugé *"inadmissible"* le blocage d'universités par des étudiants. *"Je m'élève vraiment contre les occupations, contre les blocages des universités, qui mettent en danger la sécurité des étudiants, qui les empêchent d'étudier."* *"Il faut laisser travailler ceux qui veulent travailler"*, a-t-il ajouté. Où veut-il en venir ?

Le CPE, le LMD et la dislocation en cours de l'Éducation nationale décidée par ce gouvernement ne mettent-elles pas en danger l'avenir de tous les étudiants ? Ne serait-ce pas plutôt le gouvernement qui provoquerait et aggraverait les lycéens et les étudiants par ces lois iniques ? D'où vient la violence ? Du gouvernement, de l'État bourgeois et de ses institutions réactionnaires.

Après les affrontements qui ont opposé les viticulteurs aux forces de l'ordre près de Montpellier, lundi 6 mars, le ministre de l'Agriculture, Dominique Bussereau, a dénoncé dans un communiqué des *"exactions condamnables et inutiles"*, et de préciser que *"La fermeté du gouvernement est totale. Il faut condamner des actes en tout état de cause inacceptables"*, reconnaissant dans la foulée qu'il existait *"un réel désarroi de la filière"*. Qu'est-ce à dire ?

Les mesures prises par ce gouvernement qui sème misère et désespoir dans les campagnes ne seraient-elles pas d'une violence insupportable ? Des étudiants scandaient le 7 mars: *"qui sème la misère récolte la colère"*. On pourrait ajouter : qui sème la violence récolte la violence !

Nous devons faire face à l'un des gouvernements les plus réactionnaire de la Ve République depuis 1958, au regard de la politique qu'il met en oeuvre depuis le 29 mai 2005, notamment.

Dans le camps de l'UMP, ils commencent à s'affoler et à se déchirer, certains craignent que la mobilisation contre le CPE se transforme en mouvement général contre le gouvernement à un an des élections présidentielles, à l'instar de Hervé de Charette qui a déclaré *"Le CPE, c'est un échec qui peut, si le gouvernement s'obstinait, nous coûter l'élection présidentielle"*, et d'ajouter *"On ne va tout*

de même pas jouer la présidentielle à la roulette russe". A ce jeu là, certains y ont perdu la tête : Louis XVI et Nicola II, par exemple !

Le gouvernement cherche à gagner du temps en tablant sur un essouffement de la mobilisation, mais il y croit de moins en moins, alors il cherche d'autres solutions en tablant sur la collaboration des dirigeants syndicaux.

De Villepin a annoncé qu'il ferait "*dans les tout prochains jours*" des propositions pour "*enrichir le parcours d'embauche*" des jeunes. Il a notamment demandé aux ministres Jean-Louis Borloo et Gérard Larcher de consulter syndicats et patronat sur la troisième phase du "*plan pour l'emploi*", dont la réforme du contrat de travail et de nouveaux assouplissements des 35 heures. *Le Monde* du 9 mars en précisait le contenu "*Le thème retenu du "parcours professionnel" peut servir de prétexte pour discuter de toutes les modalités d'application du CPE, voire même la durée de la période d'essai que les partenaires sont libres de réduire par voie d'accord.*"

Autant dire qu'en guise "*d'enrichissement*" du CPE, le gouvernement reprendrait à son compte la proposition de Thibault de "*parcours professionnel*" qui conduirait à l'individualisation du contrat de travail, à la liquidation pure et simple du Code du travail et des conventions collectives.

La méthode du gouvernement est simple et judicieuse : elle consiste à associer et à neutraliser les syndicats en reprenant la proposition réactionnaire de "*parcours professionnel*" de Thibault, en la présentant comme une "*avancée sociale*". Reste qu'il y a loin de la coupe aux lèvres, car la mobilisation des lycéens et des étudiants est encore montée d'un cran hier, ce sont désormais 40 universités sur 84 qui sont en grève totale ou partielle.

Le mandat des dirigeants syndicaux n'est pas de négocier un "*enrichissement*" du CPE avec le gouvernement, mais de mobiliser dans l'unité lycéens, étudiants et travailleurs pour imposer le retrait du CNE et du CPE, par la grève générale jusqu'à satisfaction.

Sans présumer des événements des prochains jours, certains dirigeants syndicaux se disent prêts à discuter avec le gouvernement, alors que d'autres proposent de faire du retrait du CPE la condition préalable à toute discussion avec lui.

Le gouvernement est isolé, il commence à craquer, il faut le faire céder, c'est possible.

Dans une déclaration commune, les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, CFTC et CFE-CGC, FSU, Unsa et Solidaires, ainsi que l'Unef, la Confédération étudiante, l'UNL (Union nationale lycéenne) et la FIDL (Fédération indépendante et démocratique lycéenne) affirment "*Le gouvernement s'obstine. Les organisations syndicales de salariés, étudiantes et lycéennes unanimes, lui répondent avec force en décidant d'une nouvelle étape de mobilisation qui sera, que le gouvernement n'en doute pas, encore plus forte que la précédente*", annonçant une nouvelle journée de mobilisation le 18 mars.

Va-t-il s'agir d'une énième journée d'action ?

Les étudiants ont montré la voie en se réunissant par milliers en assemblée générale dans leurs universités. Délégués et comités de grève dans tous les lycées, les universités, les entreprises, intégrant les organisations pour imposer la grève générale jusqu'à satisfaction, voilà la voie à suivre pour déjouer la division et vaincre ce gouvernement.

Le 18 mars grève générale public-privé pour imposer l'abolition du CNE et du CPE.

Lycéens, étudiants, travailleurs tous ensemble dans la rue le 18 mars !

Manifestation centrale devant l'Assemblée nationale le 18 mars !

A bas le gouvernement Chirac-de Villepin !

A bas la précarité et les inégalités !

Un vrai diplôme, un vrai travail, un vrai salaire pour tous !

Abolition de loi sur l'égalité des chances !

Abolition du CNE, du CPE, du LMD !

